LE DEVOIR

L’environnement, victime de la guerre



Photo: Agence France-Presse L’Ukraine est l’un des pays qui comptent le plus d’industries lourdes en Europe. En photo, l’usine métallurgique Azovstal de Marioupol, détruite par les forces russes.

Alexandre Shields

Pôle environnement

Publié le 25 févr. 2023
Environnement

En plus de semer la mort et la détresse, la guerre d’agression que mène la Russie contre l’Ukraine (https://www.ledevoir.com/conflit-ukraine?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) provoque aussi des destructions environnementales majeures dans ce pays abritant des industries lourdes, mais également une riche biodiversité. Les autorités évaluent déjà les dégâts à plus de 50 milliards de dollars. De quoi alimenter la réflexion sur l’idée d’ajouter le concept d’« écocide » à la liste des crimes de guerre.

Depuis le début du conflit, les bombes pleuvent sur le territoire ukrainien, détruisant les villes et les infrastructures énergétiques, mais aussi des usines, des sites industriels et une multitude de milieux naturels. Et si le bilan humain est extrêmement lourd, les impacts environnementaux prennent eux aussi chaque jour un peu plus d'ampleur.

À lire aussi

Ce texte fait partie de notre section Perpectives (https://www.ledevoir.com/motcle/perspectives?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra).

« C'est le retour à une guerre de haute intensité en Europe, avec des armées conventionnelles et des moyens industriels. D'un point de vue environnemental, on voit donc des dommages beaucoup plus importants que ce qu'on a pu voir dans les conflits récents. La stratégie russe est une stratégie de destruction de l'Ukraine et nous assistons à des dommages sur les écosystèmes qui devraient durer plusieurs siècles », souligne Adrien Estève, chercheur postdoctoral au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) évoque aussi le risque que cette guerre laisse derrière elle « un héritage toxique pour les générations à venir ». À la lumière de bilans très préliminaires, l'organisme dit avoir déjà repéré « des milliers d'incidents possibles de pollution de l'air, de l'eau et du sol. »

Il faut dire que l'Ukraine est l'un des pays qui comptent le plus d'industries lourdes en Europe. Or, les frappes russes et les combats pour le contrôle de différentes régions, dont les villes d'Odesa, de Donetsk et de Lviv, ont provoqué des incidents dans des centrales et des installations nucléaires, des infrastructures énergétiques, des raffineries, des plateformes de forage, des installations gazières, des pipelines, des mines, ainsi que des sites industriels et agro-industriels.

« Empoisonnement »

Le fait que les combats touchent directement différentes installations industrielles liées à des substances toxiques est une source d'inquiétude, rappelle Adrien Estève, auteur du livre (https://www.puf.com/content/Guerre_et_%C3%A9cologie)*Guerre et écologie (https://www.puf.com/content/Guerre_et_%C3%A9cologie)*. « La destruction d'industries polluantes entraîne des déversements de différents produits et des dommages importants sur les écosystèmes. La guerre est donc très polluante. »

Des substances dangereuses, telles que des solvants, des engrais et de l'acide nitrique, ont été libérées par des explosions ou des incendies. « Il en résulte de multiples incidents de pollution atmosphérique et une contamination potentiellement grave des eaux souterraines et de surface », selon le PNUE.

À proximité de la ville de Ternopil, à l'est de Lviv, des échantillons de prélèvement d'eau de rivière ont par exemple montré des niveaux d'ammoniac 163 fois supérieurs à la normale et des niveaux de nitrate 50 fois trop élevés, après la chute de débris d'un missile russe sur une usine d'engrais. La contamination des rivières et des sols ukrainiens reste d'ailleurs l'une des principales craintes dans un pays qui stocke dans différentes régions un total de six milliards de tonnes de déchets liquides issus de l'activité minière et industrielle. Depuis le début de la guerre, ces sites sont fréquemment la cible des frappes russes.

Le ministre ukrainien de l'Écologie, Ruslan Strilets, a par ailleurs dénoncé un « empoisonnement de l'air » par « des substances particulièrement dangereuses », en raison des nombreux incendies de sites industriels. Et la population est évidemment directement exposée à plusieurs sources polluantes, comme les métaux lourds, les gaz toxiques et les particules fines émanant des explosions et incendies.

Les risques directs pour la santé publique sont aussi liés à l'exposition aux substances dangereuses contenues dans les restes des munitions, qui laissent échapper des matières toxiques dans le sol et affectent la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines. Sans oublier les grands volumes de déchets militaires, notamment les milliers de véhicules militaires détruits, qui constituent un défi majeur en matière de nettoyage. Le plus récent bilan des autorités fait état d'au moins 230 000 tonnes de débris militaires éparpillés sur le territoire.

Biodiversité menacée

L'Ukraine, qui abriterait plus du tiers de toute la biodiversité européenne, voit aussi ses écosystèmes sévèrement endommagés. « Des forêts ont été anéanties par les incendies provoqués par les bombardements et les agissements des forces russes, et beaucoup sont jonchées de véhicules militaires détruits ou abandonnés », résume l'OCDE. Les estimations des autorités ukrainiennes font état, en un an, de plus de 100 000 hectares de milieux naturels détruits par le feu, dont au moins 35 000 hectares de forêts.

Une bonne partie des écosystèmes protégés ont été frappés, à divers degrés, par la guerre, dont la majorité du parc national dit des « Montagnes sacrées » (https://fr.wikipedia.org/wiki/Parc_national_de_Sviasti_Hory), un joyau national. À cela s'ajoutent 160 réserves naturelles directement menacées de destruction, dont des réserves de biosphère reconnues par l'UNESCO (https://en.wikipedia.org/wiki/Biosphere_reserves_of_Ukraine), mais aussi des dizaines d'espèces animales et végétales, dont certaines sont endémiques à l'Ukraine. En mer Noire, plus de 3000 dauphins ont été retrouvés morts, possiblement tués par les émissions des sonars des navires.

Plusieurs réserves naturelles, situées dans des zones de combats, jouent un rôle « extrêmement important dans la préservation des populations de nombreuses espèces d'oiseaux à l'échelle européenne », précise l'Ukrainian Nature Conservation Group. Mais ces zones ne sont plus accessibles. « Nous découvrirons l'étendue des dégâts plus tard », déplore l'organisation.

Dans ce contexte de destruction à grande échelle, Yuliia Ovchynnykova, membre de la commission parlementaire sur la politique environnementale et la gestion de la nature, pilote un appel international pour faire reconnaître les « crimes » environnementaux des Russes. Adrien Estève espère qu'une telle reconnaissance sera possible, afin que « l'Ukraine devienne un tournant pour le droit international de l'environnement dans les conflits ».

« Écocide »

Cette démarche, qui vise aussi à faire payer la facture des milliards de dollars de dommages à la Russie, pourrait s'appuyer sur la Convention de Genève. Celle-ci interdit en effet de provoquer des dommages « sévères » et « étendus » à l'environnement, souligne Maya Jegen, professeure au Département de science politique de l'UQAM. « Ce n'est certainement pas la priorité sur le terrain », ajoute-t-elle, mais le terme « écocide » fait son chemin dans le vocabulaire utilisé pour décrire ce qui se passe actuellement en Ukraine. Selon elle, il serait d'ailleurs important de « mieux évaluer les impacts environnementaux dans les zones de conflits, notamment pour les milieux naturels qui pourraient être restaurés ».

Mme Jegen et Adrien Estève rappellent par ailleurs que de tout temps les conflits ont provoqué des catastrophes environnementales. Le cas le plus tristement célèbre (https://www.ledevoir.com/societe/72265/trente-ans-apres-la-fin-de-la-guerre-du-viet-nam-l-agent-orange-fait-toujours-des-victimes#:~:text=Entre%201961%20et%201971%2C%20pas,l'%C3%A9poque%20pour%20le%20stocker.?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) remonte à la guerre du Vietnam, au

cours de laquelle les Américains ont déversé plus de 80 millions de litres d’« agent orange », un puissant herbicide qui détruisait les zones boisées, en plus d’empoisonner les soldats et les populations. Encore aujourd’hui, les impacts de ce poison continuent de se faire sentir.

À l’instar des dégâts évalués après coup par le PNUE, M. Estève estime qu’« il faudra sans doute plusieurs années pour prendre la mesure des impacts de cette pollution, et notamment de la pollution chimique, sur les écosystèmes ». D’autant plus qu’on ne voit pas, pour le moment, de fin à ce conflit. « S’il perdure pendant plusieurs années, avec le niveau de destruction qu’on constate aujourd’hui, on peut être extrêmement pessimistes sur le devenir du territoire ukrainien. Et les dommages iront au-delà de ce territoire. On le voit déjà avec les impacts en mer Noire ou dans différents cours d’eau qui traversent le pays. Les dégâts ne s’arrêtent pas aux frontières. »